



GUIDE SUR LA COUVERTURE DE L'ESPACE CIVIQUE

BOÎTE À OUTILS À DESTINATION DES MÉDIAS



REMERCIEMENTS

ÉDITEURS: Palwasha Yusaf, Connie Nagiah, Deborah Walter

DESIGNERS: Tamzon Woodley, Meghan Judge

REMERCIEMENTS: Un grand merci à Susan Wilding, Cathal Gilbert, et Rosie Slater pour ses suggestions précieuses sur la boîte à outils.



ARTICLE 19

The logo for ARTICLE 19, consisting of a red, stylized arrow shape pointing to the right, with the text "ARTICLE 19" in white capital letters inside.

Cette boîte à outils a été préparée par CIVICUS, par le biais de son Initiative sur l'Espace Civique, mise en œuvre en partenariat avec le Mouvement Mondial pour la Démocratie, ARTICLE 19 et l'International Center for Not-for-Profit Law.

Cette publication est financée en intégralité ou en partie par le gouvernement suédois. Le gouvernement suédois ne partage pas nécessairement les opinions qui sont exprimées ici. L'auteur est le seul responsable de son contenu.

TABLE DES MATIÈRES

1

À PROPOS DE CETTE BOÎTE À OUTILS

Pourquoi l'espace civique, et pourquoi cette boîte à outils ?	4
Comment utiliser ce guide	4
Contexte : La réduction de l'espace civique et les médias	5

2

LA COUVERTURE DE L'ESPACE CIVIQUE : LES ÉLÉMENTS FONDAMENTAUX

Qu'entend-on par société civile ?	6
L'espace civique : trois libertés fondamentales	6
Reconnaître un bon reportage - qu'est-ce qui est digne d'intérêt ?	7
La perspective de genre	8

3

TROIS LIBERTÉS FONDAMENTALES, UNE PLÉTHORE DE REPORTAGES POSSIBLES

Liberté d'association	10
Liberté d'expression	14
Liberté de réunion pacifique	17
Aperçu annuel	21

1

À PROPOS DE CETTE BOÎTE À OUTILS

POURQUOI L'ESPACE CIVIQUE, ET POURQUOI CETTE BOÎTE À OUTILS ?

Selon la Déclaration Universelle des Droits Humains, tout individu, partout dans le monde, a le droit de s'exprimer, de se réunir, et d'agir. Ces droits - les libertés d'association, de réunion et d'expression - nous donnent la liberté de constituer et de rejoindre des groupes, de manifester pacifiquement et de défendre ce que nous voulons - mais aussi de nous opposer à ce que nous ne voulons pas. Ces libertés sont ce que l'on appelle « l'espace civique », et représentent un élément essentiel d'une démocratie dynamique ; où les débats et les discussions fleurissent, et où les individus sont en mesure de contribuer aux décisions importantes qui les affectent.

Selon le suivi réalisé par CIVICUS pour 2015, on observe dans le monde entier une tendance croissante à restreindre les libertés civiles. De nombreux pays ont voté des lois limitant les libertés des citoyens ou rendant plus difficile ou dangereux le travail des groupes de la société civile ; dans certains cas, ils ont accru la surveillance citoyenne, des activistes et des organisations de la société civile ; et dans d'autres, une répression directe a été menée et des individus ont été arrêtés. La société civile se trouve également confrontée à des menaces de la part d'acteurs non étatiques, et notamment de puissantes entreprises et des groupes extrémistes. En outre, les activistes de la société civile, journalistes et défenseurs des droits humains sont confrontés à des tentatives d'intimidation, de harcèlement et des représailles, y compris des emprisonnements, en raison de leur action visant à se battre pour les droits humains et à les protéger. Selon [Frontline Defenders](#), au moins 156 de ces défenseurs des droits humains ont été assassinés en 2015.

Cette boîte à outils a été développée afin de servir d'outil d'information pour établir un lien entre les journalistes et les médias d'un côté, et les défis et opportunités qui se présentent actuellement dans la société civile de l'autre.

A été produite par CIVICUS, l'alliance mondiale de la société civile, dans le cadre de son Initiative sur l'Espace Civique (CSI), qui est un partenariat constitué de CIVICUS, de l'International Center for Not-for-Profit Law (ICNL), d'ARTICLE 19 et du Mouvement Mondial pour la Démocratie, œuvre à protéger et à développer l'espace civique en favorisant le développement d'un environnement juridique propice à la société civile.

L'espace civique est le lieu, physique, virtuel et légal, au sein duquel les individus exercent leurs droits à la liberté d'association, d'expression et de réunion pacifique. En constituant des associations, en s'exprimant sur des questions à caractère public, en se rassemblant dans des forums en ligne et hors ligne et en participant à la prise de décisions publique, les individus utilisent l'espace civique pour résoudre leurs problèmes et améliorer leur qualité de vie. Un espace civique robuste et protégé constitue la pierre d'angle d'une gouvernance responsable et réactive et de sociétés stables.

COMMENT UTILISER CE GUIDE :

Ce guide contribue à définir l'espace civique, ses menaces, les défis et le travail essentiel réalisé dans le monde entier pour protéger et promouvoir l'espace civique. Il cherche à identifier, à affiner et à expliquer les différents groupes et processus impliqués. Plus important encore, il propose des idées, des points de vue et des incitations sur la rédaction de reportages conçus pour aider les médias et les journalistes à mieux couvrir ces questions. Vous y trouverez également des ressources et liens hypertextes utiles vers des ressources et lectures supplémentaires.

LE GUIDE SE COMPOSE DES SECTIONS SUIVANTES :

La Section 1 fournit des informations sur la boîte à outils et une introduction à l'espace civique.

La Section 2 présente les principaux concepts liés à la couverture de la question de l'espace civique, notamment ce qui fait qu'un récit mérite d'être relaté, et la couverture respectant l'équilibre entre les sexes.

La Section 3 présente les trois libertés fondamentales associées à l'espace civique, et propose des idées de reportages. Chacune de ces libertés est présentée selon le plan suivant :

- Résumé : une brève présentation de ce que cette liberté inclut et les principaux défis rencontrés dans le monde à cet égard.

- Perspectives - des idées quant à la manière de trouver des angles et perspectives pertinents pour les différents publics - au niveau régional, national, etc.
- Humaniser le récit - Des suggestions quant à la manière de donner un angle local ou personnel aux reportages, pour s'assurer que différentes voix sont entendues.
- Pour aller plus loin - Des idées d'analyses et d'enquêtes plus approfondies.
- Ressources d'information - des documents de référence, des sources possibles

Vous trouverez également des encadrés sur des faits, études de cas et astuces destinées aux médias émanant de rédacteurs et journalistes.

CONTEXTE : LA RÉDUCTION DE L'ESPACE CIVIQUE ET LES MÉDIAS

Ce guide a été produit à une période où les organisations de la société civile sont confrontées à des menaces toujours plus fortes, en particulier de la part des gouvernements et des multinationales qui ont des intérêts directs, des budgets massifs et de puissants cabinets de lobbying dont l'objectif est d'influencer ou de restreindre le rôle et le travail essentiel de la société civile. Dans son dernier Rapport sur l'état de la société civile, CIVICUS a enregistré des menaces sur l'espace civique dans 109 pays. Fait inquiétant, dans de nombreux cas, les gouvernements essaient d'affaiblir les organisations de la société civile en promulguant des lois les empêchant d'accéder aux financements dont elles ont besoin pour survivre et d'entreprendre des activités légitimes impliquant l'expression du mécontentement populaire.

S'il existe un espace permettant à la société civile de participer, la probabilité que tous les droits seront mieux protégés est considérablement plus élevée. À l'inverse, la fermeture de l'espace de la société civile et les menaces et repréailles à l'encontre des activistes de la société civile sont les premiers signes de mise en garde d'une instabilité. Au fil du temps, les politiques qui délégitiment, isolent et empêchent les individus de demander différentes approches ou de demander légitimement le respect de leurs droits peuvent exacerber les frustrations et provoquer une instabilité, voire un conflit ».

Haut Commissaire des Nations Unies aux Droits Humains (HCDH)

Des infractions au droit mineures sont également utilisées comme outil commode pour fermer des organisations de la société civile importantes qui ont critiqué le gouvernement, notamment dans les pays les moins développés tels que l'Afghanistan, l'Éthiopie, le Soudan, le Yémen et la Zambie, où la société civile joue un rôle essentiel dans la fourniture des services de base et l'incitation aux réformes démocratiques.

Il est cependant encourageant de noter que la société civile répond en trouvant de nouveaux moyens créatifs pour préserver cet espace. Les nouveaux médias ou réseaux sociaux sont devenus un outil efficace et accessible pour permettre une participation et un engagement actif des citoyens. Fonctionnant en temps réel, les nouveaux médias ont souvent un temps d'avance sur les médias traditionnels pour attirer immédiatement l'attention sur un problème. Au Nigeria, les activistes et utilisateurs quotidiens ont réussi à mener avec succès une campagne d'opposition à un projet de loi visant à entraver la liberté d'expression, notamment par le

biais des réseaux sociaux, sous le hashtag [#NoToSocialMediaBill](#) (« non au projet de loi sur les réseaux sociaux »). De même, en Afrique du Sud, les étudiants se sont rassemblés pour lutter contre l'augmentation des frais d'inscription en université, en lançant l'appel [#FeesMustFall](#) (« les frais doivent baisser »). Partout dans le monde, l'opinion publique est mobilisée par le biais des médias en ligne.

Les médias sont une composante essentielle de l'espace civique. En raison notamment de l'importance de la liberté fondamentale d'expression, mais aussi parce que les médias ont le pouvoir de tenir les gouvernements pour responsables, de mettre les violations en lumière, et parce qu'ils sont une plateforme pour faire entendre les voix des plus marginalisés. Plus que jamais auparavant, les médias et les journalistes ont un rôle vital à remplir. Les droits de s'exprimer, de s'organiser et de mener des actions affectent tout le monde, partout. En vous mettant en contact avec la société civile et en étudiant certains des sujets présentés dans ce guide, vous pouvez proposer de nouveaux reportages, uniques à vos lecteurs, à vos téléspectateurs et à vos auditeurs.

LE CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME VOTE UNE RÉSOLUTION SUR LA PROTECTION DE L'ESPACE CIVIQUE

En juillet 2016, le CDH a voté une résolution urging « les États à créer et à maintenir, dans le droit et dans la pratique, un environnement sûr et favorable au sein duquel la société civile peut fonctionner dans un contexte dénué d'entraves et d'insécurité ». Cette résolution appelle les États à :

- s'assurer que les acteurs de la société civile peuvent rechercher, sécuriser et utiliser des ressources
- maintenir des procédures nationales accessibles pour la création ou l'enregistrement des organisations
- s'assurer que la société civile peut apporter sa contribution aux implications potentielles de la législation lors de son élaboration, des discussions y afférent, de sa mise en œuvre ou de sa révision
- adopter des lois et politiques claires permettant la bonne divulgation des informations
- garantir l'accès à la justice, la redevabilité et la fin de l'impunité quant aux violations des droits humains et abus à l'encontre des acteurs de la société civile.

244 organisations de la société civile ont conjointement demandé le rejet des amendements à l'initiative de la Russie, de la Chine et de l'Afrique du Sud attaquant le cœur de la résolution. Bien que ces amendements aient échoué, la Russie a été rejointe par la Chine, le Congo, Cuba, le Nigeria, l'Afrique du Sud et le Venezuela, tous États membres du CDH, à voter contre la résolution complète sur l'espace de la société civile. Neuf États se sont abstenus lors du vote.

La résolution demande également au Haut Commissaire de fournir un compte rendu des meilleures pratiques en 2018 pour garantir l'implication de la société civile dans des organisations régionales et internationales, y compris l'ONU. Les médias feront partie intégrante et seront essentiels au suivi des progrès en faveur de cette résolution.

2

LA COUVERTURE DE L'ESPACE CIVIQUE : LES ÉLÉMENTS FONDAMENTAUX

QU'ENTEND-ON PAR SOCIÉTÉ CIVILE ?

La société civile, dans ses termes les plus généraux et les plus simples, fait référence à « la sphère - en dehors de la famille, de l'État et du marché - créée par des actions individuelles et collectives, des organisations et des institutions pour défendre des intérêts communs ». Ceci inclut les organisations non gouvernementales, les organisations bénévoles privées, les mouvements populaires, les organisations à base communautaire, les syndicats, les œuvres caritatives, les clubs sociaux et sportifs, les coopératives, les groupes environnementaux, les associations professionnelles, les organisations de consommateurs, les organisations confessionnelles et les organisations à but non lucratif.

Une société civile forte, dynamique et indépendante est un atout pour une société démocratique pour plusieurs raisons. L'existence civique fournit aux individus et aux groupes un espace essentiel leur permettant de poursuivre et de protéger leurs divers intérêts (par ex. la culture, les divertissements, le sport, l'assistance sociale et humanitaire). L'existence d'un tel espace permet également aux individus et aux groupes de présenter légalement des points de vue différents - et parfois opposés.

Il s'agit-là d'un élément essentiel dans une démocratie participative. En outre, l'existence d'un grand nombre d'organisations civiques variées offre un moyen vital pour permettre aux citoyens de s'engager avec le gouvernement.

L'ESPACE CIVIQUE : TROIS LIBERTÉS FONDAMENTALES

Un espace civique sain ou ouvert implique que la société civile et les individus sont capables de s'organiser, de participer et de communiquer sans entraves et, ce faisant, d'influencer les structures politiques et sociales qui les entourent. S'il existe des différences mineures dans la définition de l'espace civique, notre travail se concentre sur les trois libertés fondamentales suivantes.

Liberté d'association : La liberté d'association et le droit de s'associer, de rejoindre ou de créer librement une OSC ou un groupe. Le droit à la liberté d'association compte au nombre des droits

humains les plus importants dont nous possédons. Il s'agit de l'un des droits fondamentaux, aux côtés de la liberté de réunion pacifique, destinés à protéger la capacité des individus à se rassembler et à travailler pour le bien commun. Il permet l'exercice de nombreux autres droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux. Le droit à la liberté d'association joue également un rôle décisif dans l'émergence et l'existence de systèmes démocratiques efficaces, ceux-ci permettant le dialogue, le pluralisme, la tolérance et l'ouverture d'esprit, où les points de vue ou convictions minoritaires et dissidents sont respectés. Les associations peuvent inclure les organisations de la société civile, les clubs, coopératives, ONG, associations religieuses, partis politiques, syndicats, fondations, et même les associations en ligne. Il n'est pas nécessaire que l'association soit enregistrée pour que les droits à la liberté d'association s'appliquent. Le droit à la liberté d'association inclut également le droit des groupes à accéder aux financements et aux ressources.

Liberté d'expression : Tout individu a le droit à la liberté d'opinion et d'expression : ce droit inclut la liberté d'avoir des opinions sans interférence et de rechercher, de recevoir et de communiquer des informations et des idées par quelque biais que ce soit, et sans considération de frontière. Au niveau individuel, la liberté d'expression est essentielle au développement, à la dignité et à l'épanouissement de chaque individu. À un niveau national, la liberté d'expression et l'accès à l'information publique sont nécessaires à la bonne gouvernance, et par conséquent, au progrès économique et social. En vertu de ce droit, les organisations de la société civile se voient également garantir la liberté de mener des enquêtes et de documenter leurs conclusions.

Liberté de réunion pacifique : Le droit à la liberté de réunion pacifique couvre le droit d'organiser et de participer à des réunions pacifiques, mais aussi le droit d'être protégé contre toute interférence indue. Ce droit protège également ceux qui contrôlent les réunions pacifiques. Le droit de se réunir librement garantit à la société civile la liberté de contestation légitime par des formes de manifestation pacifiques ainsi que la liberté d'organiser des réunions et des manifestations afin d'avancer des questions d'intérêt commun. Le droit international impose les mêmes limites sur la restriction de ce droit que les limites imposées

à la liberté d'association. En outre, les normes internationales limitent le recours à la force par les autorités dans le contrôle des rassemblements publics. Ce droit inclut le droit à participer à des réunions, protestations, grèves, occupations, manifestations et autres rassemblements temporaires dans un but spécifique. Les États ont non seulement l'obligation de protéger les rassemblements pacifiques, mais devraient également prendre des mesures pour les faciliter. Contrairement à la situation actuelle dans de nombreux pays, la meilleure pratique internationale impose que les individus n'aient pas besoin de demander l'autorisation des autorités pour se réunir pacifiquement dans l'espace public.

L'État a un devoir de protection : La compréhension qu'un État ne doit pas se contenter de s'empêcher d'interférer avec la jouissance de ces droits, mais qu'il doit également activement prendre des mesures pour protéger les individus qui décident de s'associer, de se réunir pacifiquement et de s'exprimer, est intégrée dans chacune des trois libertés fondamentales. Lorsque cela est respecté comme il se doit, les organisations de la société civile peuvent s'investir dans des causes pacifiques et s'exprimer sans crainte de représailles, et les manifestants sont protégés lors des rassemblements publics. Ce devoir inclut également de s'assurer que toutes les violations de ces protections sont associées à des enquêtes approfondies par la police et des poursuites judiciaires. Lorsque ces mesures ne sont pas prises, l'impunité prévaut pour ceux qui attaquent la société civile

Les tendances et comment les couvrir : Le Rapport 2017 sur l'état de la société civile de CIVICUS est une ressource utile présentant les tendances, les menaces et événements de la société civile. Les mouvements sociaux et formations de la société civile font de plus en plus l'objet de fermetures, d'intimidations et de surveillance. S'il s'agit-là d'un fait inquiétant, cela signifie d'un autre côté que le travail à réaliser pour promouvoir la justice sociale et les droits humains continue d'être effectué. La mobilisation des citoyens ordinaires dans le monde entier, que ce soit en se consultant les plateformes de réseaux sociaux comme Twitter et Facebook, ou en descendant dans les rues pour manifester en masse, les tendances actuelles montrent que les citoyens sont prêts et désireux de faire entendre leurs doléances et leur frustration et de tenir leurs dirigeants, leurs gouvernements et leurs institutions pour responsables. Des exemples percutants récents de telles tendances s'observent dans des mouvements sociaux comme les campagnes du Printemps arabe, #BlackLivesMatter (« les vies noires comptent » (E.U.) et #FeesMustFall (Afrique du Sud) qui continuent à gagner du terrain et à être soutenues dans le monde entier.

« Les tendances qui ont enregistré une baisse du respect des droits humains et de la pratique démocratique ont fait l'objet d'inquiétudes de la part des activistes des droits humains et de la démocratie. Il est désormais fait référence à ces tendances comme la fermeture de l'espace civique, tendances qui se manifestent par des niveaux élevés d'intolérance à la dissidence par les régimes au pouvoir, comme en atteste la promulgation de lois restrictives pour régir les opérations des organisations non-gouvernementales, qui sont souvent le véhicule par lequel les activistes s'organisent ».

- Daily Nation, Kenya

Les acteurs étatiques comme non étatiques ont des intérêts politiques et économiques directs à continuer à masquer leurs activités et leurs politiques. Le rôle des médias de couverture de ces évolutions est essentiel pour dénoncer la corruption, la mauvaise gestion et les efforts souvent délibérés de réduire au silence les tentatives de dénonciation d'activités malfaisantes. Le journalisme d'investigation fournit une plateforme permettant de partager des informations, de gagner du terrain, d'obtenir un soutien et de mettre en avant les questions d'intérêt général.

Cela veut dire interagir avec les communautés locales et leurs dirigeants pour écouter leurs récits et leurs expériences. Cela exige également de fournir des faits et des chiffres, et de rendre précisément compte de l'intérêt du partage de l'information et du développement des connaissances. Les plateformes informelles telles que celles qui proposent les réseaux sociaux et le journalisme citoyen s'imposent comme des facettes à part entière de la couverture médiatique actuelle. Il est important de prendre en compte ces formes de développement de reportages.

RECONNAÎTRE UN BON REPORTAGE – QU'EST-CE QUI EST DIGNE D'INTÉRÊT ?

Un angle à résonance humaine attirera toujours l'attention des publics, par ex. dans un conflit régional, les expériences vécues immédiates des personnes déplacées sont perdues dans les rapports et les statistiques. Mettre un visage humain sur les conflits pour humaniser les fléaux dont sont victimes les individus, les familles et les communautés contribue à comprendre la réalité de la situation.

Suivre et consulter les éventuels rapports majeurs publiés, les classements/notations mondiaux, les indices de pays ou les revirements politiques d'envergure internationale, par ex. le Rapport sur l'état de la société civile, l'Indice de perception de la corruption 2015, etc.

Identifiez une accroche ou une perspective unique sur un thème autrement classique, ou abordez un sujet en l'adaptant au contexte local qui soit parlant pour votre public ou votre lectorat, par ex. les impacts négatifs du changement climatique sur les exploitants agricoles locaux, les femmes ou les États insulaires.

Présentez des études de cas et des récits d'expériences et défis tirés de la réalité vécus par les communautés et les groupes, par ex. sur la discrimination, l'économie, la violence sexuelle et basées sur le genre, les inégalités de genre, les réfugiés politiques et les migrants - leurs vies sont-elles en danger, leur santé et leur sécurité sont-elles menacées, de quelles options disposent-ils pour mieux vivre et s'assurer de meilleurs moyens de subsistance ?

Le moment et l'importance d'un événement ou d'un rapport sont essentiels pour toucher les publics et contribuer à la promotion d'un sujet ou d'une cause. Souvent, les plateformes des réseaux sociaux comme Twitter relateront un récit avant que les médias traditionnels ne puissent le couvrir. L'essentiel est d'être réceptif, mais pas réactif. Essayez de vérifier les affirmations issues d'autres sources.

ÉTHIQUE ET PRÉCISION, PAR EX. QUAND VOUS INTERVIEWEZ DES ACTIVISTES :

- Vous devez connaître votre sujet et les faits - faites des recherches approfondies sur le sujet abordé
- Soyez clairs et concis dans vos questions
- Obtenez vos citations et références auprès de sources fiables et crédibles
- Soyez respectueux vis-à-vis des personnes que vous interrogez et faites preuve de confiance en vous - créez un climat de rapport positif quand vous leur demandez de témoigner
- Produisez un article indépendant, neutre, juste et équilibré, en présentant les points de vue en opposition
- Respectez la confidentialité de vos sources lorsque vous abordez des sujets/questions délicats ou controversés. Certains d'entre eux peuvent choisir de rester anonymes, respectez le fait que c'est cette confidentialité qui leur permettra de se protéger contre d'éventuelles répercussions du fait de leur témoignage
- Assurez-vous que la personne que vous interrogez sait où l'article/la photo/le programme sera publié
- Créditez correctement les photos - faites preuve de sensibilité lorsque vous cherchez à obtenir ou utiliser des entretiens ou photographies des personnes affectées par la tragédie ou si des vies sont en danger
- Réfléchissez bien avant de travailler sur un fait ou un projet/une initiative avec lequel vous êtes personnellement lié, dans lequel vous avez un intérêt direct ou financier.
- Vérifiez encore et encore les détails par rapport aux notes que vous avez prises et/ou enregistrements que vous avez réalisés afin de vous assurer que tous les faits, chiffres, noms, dates, postes/titres, etc. sont corrects.
- Lorsque vous commencez à rédiger votre article, faites une pause et réfléchissez pour savoir si vous avez bien saisi l'essence de chaque sujet abordé dans l'entretien - Avez-vous besoin de faire des recherches supplémentaires ou de pondérer un peu votre récit, avez-vous capturé ou représenté l'essence des réponses qui vous ont été faites ?
- Clarifiez le jargon et les termes techniques afin que vos lecteurs comprennent

Des questions universelles, comme la controverse politique, la corruption, les injustices sociales et l'exploitation, qui affectent directement les lecteurs, susciteront leur intérêt, comme l'extension de la durée d'un mandat, consistant en l'amendement de constitutions par nombre de dirigeants africains au pouvoir depuis des décennies, qui menace l'établissement de la démocratie en Afrique.

Les jours fériés, dates anniversaires, commémorations liés à ceux qui ont fait l'histoire, par ex. Nelson Mandela, sont l'occasion de décrire leur travail et l'héritage qu'ils ont laissé.

La protection de l'environnement et les événements touchant la nature comme le changement climatique, par exemple El Nina, qui affectent de grandes portions de la planète, l'apparition des premiers migrants climatiques, la réalité du changement des conditions climatiques destructeur qui affecte l'économie d'un pays, les interventions en situation de catastrophe, le déplacement des communautés et du bétail.

Avant d'écrire, prenez en considération ce qui suit :

- Vous devez connaître votre ou vos audiences et les questions et thèmes qui les intéressent et dans lesquels ils s'investissent.
- L'objet de l'article est de sensibiliser sur un sujet particulier, d'influencer la politique et l'opinion publique, et de partager des informations avec différents publics et parties prenantes
- Comment cela éduquera-t-il ou informera-t-il vos lecteurs ? Cela motivera-t-il vos lecteurs, par ex. pour un appel à l'action, etc.

LA PERSPECTIVE DU GENRE

Une étude menée en 2010 par The [Global Media Monitoring Project](#) révélait que « les femmes ne constituent que 24 pour cent des personnes dont les voix sont rapportées ou vues dans les médias ». Ce chiffre est resté inchangé en 2015.

Les femmes sont souvent sous-représentées ou mal représentées dans les médias généralistes et la prise de décisions, tant dans la sphère publique que privée. Un accent important est mis sur la place et le rôle traditionnel des femmes dans la société, perpétuant les stéréotypes et limites restrictives qui éclipsent les contributions essentielles des femmes.

Les statistiques sont frappantes :

- Au niveau mondial, les femmes sont moins payées que les hommes. Dans la plupart des pays, les femmes gagnent en moyenne 60 à 75 pour cent seulement du salaire des hommes. Lorsque travail rémunéré et non rémunéré sont combinés, les femmes des [pays en développement](#) travaillent plus que les hommes, ont moins de temps pour suivre des études, jouir de loisirs, participer à la vie politique et prendre soin d'elles.
- Les femmes, notamment celles qui vivent dans la pauvreté, semblent plus vulnérables aux catastrophes naturelles.

« L'égalité des genres et l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles est au centre du Programme de développement durable 2030 et des Objectifs de développement durable (ODD), et l'autonomisation et le leadership politique des femmes est clairement abordé dans les cibles fixées. Dans l'ODD 5 – « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles » - la Cible 5.5 cherche à « Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique ».

- Au niveau international, les femmes sont lentement mais sûrement représentées au sein des gouvernements, mais on observe néanmoins une absence flagrante des femmes aux postes de haut niveau. À l'heure actuelle, seulement un membre sur cinq des chambres basses ou uniques du parlement est une femme au niveau mondial. Cette représentation inégale des femmes dans la gouvernance nationale, sans parler de la scène internationale, signifie que les voix et les actions de la moitié de la population humaine de la planète pour changer les choses sont sous-représentées.

Comment les médias peuvent-ils aborder cette question et promouvoir les droits des femmes et la justice dans le cadre de l'espace civique ? Voici quelques suggestions :

- Mettre en lumière l'inégalité des genres ou sensibiliser les populations à cette question lorsque l'on en vient à l'accès à l'espace civique - les femmes sont-elles, à proportions égales, capables de s'exprimer, de s'organiser et de mener des actions ?
- Couverture régulière des défis surmontés et des étapes atteintes par la communauté LGBTQI
- Présenter les femmes comme des vedettes de l'actualité et, sur un plan général, fournir une plateforme pour faire entendre leurs voix
- Considérez la diversité dans l'expérience qu'ont les femmes de l'inégalité entre les sexes. Par exemple, les problèmes qui affectent les femmes pauvres et vivant en zone rurale différeront dans une large mesure de ceux rencontrés dans les centres urbains.
- Soyez sensibles à la dimension du genre et soyez réceptifs à la réalité que les femmes ne sont pas de simples spectatrices ou des récepteurs passifs de l'information, mais qu'elles sont des initiatrices de changement actives et des catalyseurs du changement.

3

TROIS LIBERTÉS FONDAMENTALES, UNE PLÉTHORE DE REPORTAGES POSSIBLES

Cette section décortique les trois libertés fondamentales incluses dans l'espace civique, et propose des idées de couverture médiatique.



LIBERTÉ D'ASSOCIATION

Résumé

Le droit à la liberté d'association protège les droits des citoyens de constituer ou de rejoindre un groupe d'individus partageant les mêmes idées pour poursuivre un intérêt commun. Une association peut faire référence à tout groupe se réunissant afin de poursuivre collectivement un intérêt commun. Les associations peuvent prendre la forme d'organisations de la société civile, de clubs, d'ONG, de groupes religieux, de partis politiques, de syndicats ou de collectifs en ligne. D'autres associations qui pourraient être intégrées à ce terme peuvent être des groupes constitués autour d'une identité commune, comme la communauté LGBTQI (lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, queer et intersexués), les minorités, les groupes autochtones, les personnes souffrant d'un handicap et autres groupes vulnérables susceptibles de faire l'objet de discrimination.

Le droit à la liberté d'association est essentiel pour permettre aux citoyens d'exercer librement, en toute sûreté et en toute sécurité une multitude d'autres droits civils, politiques, culturels, sociaux et économiques. Dans le droit international, cela est mis en avant dans l'Article 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) des Nations Unies. Comme pour de nombreux autres droits, l'Article 22 n'est pas un droit absolu dans les cas où il menace la sécurité nationale, l'ordre public et la morale. Les limites sont cependant étroites, et penchent en faveur de la protection des droits des individus de l'interférence de l'État. Il est essentiellement de la responsabilité de l'État de garantir les droits des individus et d'empêcher leur violation. Cela devient particulièrement important quand les citoyens forment des associations qui s'opposent à l'État, ou proposent d'autres opinions politiques.

En 2015, sur les trois principales libertés de la société civile, la liberté d'association est celle qui a fait l'objet du plus de violations, et les OSC qui travaillaient sur les questions de bonne

gouvernance, de lutte contre la corruption et de promotion de la démocratie électorale ont été celles qui étaient le plus ciblées. Les menaces émanant de hauts fonctionnaires, le harcèlement des membres, la surveillance accrue et les lois répressives anti-ONG étaient au nombre des défis auxquels la société civile s'est trouvée confrontée. Une accusation fréquente adressée aux groupes de la société civile est qu'elles collaborent avec les puissances étrangères contre l'État. Cet argument est souvent utilisé pour justifier le harcèlement accru et les lois et politiques limitant leur capacité à mobiliser des ressources déjà limitées.

Le droit d'association se voit opposer un éventail plus complexe de menaces, qui émanent désormais à la fois des acteurs étatiques et non étatiques, alors que l'espace civique continue à se réduire. En réponse, les groupes et associations ont adopté de nouveaux modes d'organisation. Cela se fait en partie selon un mode transnational, par la création de liens avec des activistes et associations basés dans d'autres pays grâce à Internet. En fonction du climat politique qui règne dans un pays, les groupes peuvent être dans l'obligation de se réunir clandestinement, des mesures supplémentaires étant prises pour protéger l'identité des membres de ces groupes et limiter leur exposition publique.

Perspectives : Idées et angles

Trouver des idées de reportages sur l'érosion du droit d'association sera plus simple pour certains médias que pour d'autres. Par exemple, certains médias officiels du gouvernement pourraient être moins intéressés à voir ces questions du point de vue de la société civile que des médias progressifs.

Le défi est de trouver un équilibre entre la narration des récits personnels d'individus et de communautés affectés, tout en incluant suffisamment de détails sur les processus généraux et à plus long terme, comme les changements survenus dans les politiques du gouvernement, les procès en cours ou les examens menés par l'ONU.

Dans certains cas, il pourrait vous être utile de relier le récit à un mouvement politique plus général ou à une question mondiale pour convaincre votre rédacteur de son importance. Pour certains médias, il pourrait être utile de préciser que votre source est un activiste, certains

mouvement tels que #Blacklivesmatter ayant amélioré le profil des activistes dans la sphère politique. La liberté d'association se trouve actuellement confrontée à des défis particuliers. Voici quelques exemples de la manière dont vous pourriez envisager différentes perspectives pour préparer un reportage et vous assurer qu'il est parlant pour vos spectateurs, auditeurs et lecteurs :

Les attaques sur les défenseurs des droits humains ou les dirigeants et employés des OSC
Un rapport annuel analysant le statut du droit de liberté d'association dans le monde est publié par une organisation non gouvernementale internationale.

1. Consultez le rapport pour déterminer si votre pays y est mentionné. Comment est-il classé par rapport aux autres pays, au niveau régional et international ?
2. Comparez la nature des attaques. Des tendances régionales émergent-elles ? Les choses se sont-elles aggravées ou améliorées l'année dernière pour la liberté d'association dans le monde ? Pouvez-vous identifier des thèmes, tendances ou événements globaux ayant incité les gouvernements à justifier leurs attaques ? Existe-t-il des liens avec votre contexte local ?
3. Réfléchissez à l'importance stratégique de votre pays. Les gouvernements de plus en plus répressifs bénéficient-ils toujours d'un soutien de l'étranger sous la forme d'aide internationale ou de partenariats commerciaux ? L'aide et le commerce dans votre pays ont-ils été affectés par les attaques des défenseurs des droits humains, activistes et organisations de la société civile ?

Introduction aux réglementations et lois restrictives pour les ONG

Les médias internationaux indiquent qu'un représentant de haut niveau de l'ONU avait critiqué les nouvelles lois sur les ONG dans un pays. Ces lois exigent qu'un maximum de 20 % des fonds d'une organisation puissent provenir de sources internationales.

1. Vérifiez comment les ONG et les OSC lèvent des fonds dans votre pays. Disposent-elles de suffisamment de ressources pour pouvoir travailler efficacement ? Quelle proportion des fonds reçus vient des donateurs étrangers et que se passerait-il si cette aide était restreinte ?
2. Examinez comment les organisations de la société civile sont considérées par l'État. Sont-elles les bienvenues ? Sont-elles considérées avec suspicion ? Sont-elles accusées de servir les intérêts des puissances étrangères ? Comment cela affecte-t-il leur capacité à opérer dans votre contexte local ?
3. Essayez d'obtenir les commentaires d'experts juridiques, d'ONG et d'OSC locaux quant au processus de constitution d'une organisation. Des lois restrictives sont-elles en place dans votre pays ? Le processus est-il simple ou implique-t-il d'importantes formalités administratives ?

Raids sur les bureaux des OSC

Des posts dans Twitter émanant d'une organisation locale de lutte contre la corruption montrent

des représentants de l'autorité en uniformes en train de piller ses bureaux. Les ordinateurs sont détruits et les documents sont emportés dans de grandes boîtes.

1. Des cas similaires se sont-ils déjà produits dans votre pays ? Si tel est le cas, des mécanismes de doléance existent-ils pour les organisations affectées ?
2. Considérez les autres droits susceptibles d'être affectés, comme le droit à la confidentialité et le droit à la vie; Quels mécanismes juridiques sont en place pour protéger les organisations et les groupes dans votre pays ? Se sont-ils révélés suffisants au fil du temps ? Des experts appellent-ils à la mise en place de mesures préventives pour protéger la société civile contre de tels exemples de harcèlement ?

Diffamation ou dénigrement public d'une OSC ou d'une catégorie d'organisation

Un nouveau projet de loi contre l'homosexualité a été introduit dans le parlement d'un pays. En réponse, les activistes des droits des homosexuels du pays ont commencé à s'exprimer, à organiser des manifestations, à faire signer des pétitions et à demander le rejet du projet de loi. Suite à cela, plusieurs journaux contrôlés par l'État ont publiquement dénoncé certains des principaux activistes, les obligeant à se cacher.

1. Certains groupes peuvent être rendus vulnérables par des décisions de politique publique et décident de former des associations pour défendre leurs droits. Existe-t-il dans votre propre pays des exemples de groupes qui ont pris de telles mesures ? Se sont-ils trouvés confrontés à une discrimination similaire ?
2. Globalement, les tendances géopolitiques peuvent faire que certains groupes sont ciblés. Quelles mesures préventives sont en place pour protéger les droits de ces groupes dans votre propre pays, par exemple une Constitution, une Déclaration des droits ? Dans votre pays, quelle est la capacité de la société civile à travailler de manière solidaire avec les groupes marginalisés quand l'environnement devient oppressif pour une OSC ou une certaine catégorie d'organisations ?
3. Penchez-vous sur les liens et réseaux qui existent entre les groupes et organisations locales dans votre pays et d'autres groupes et organisations de la région, voire au niveau international. Des mouvements locaux se rattachent-ils à des mouvements mondiaux plus vastes ?

Avec tous ces exemples, recherchez dans quelle mesure votre gouvernement a satisfait ses engagements en vertu du droit international de promouvoir la liberté d'association. Observez dans quelle mesure les acteurs étatiques et non-étatiques ont utilisé des tactiques similaires à celles des exemples ci-dessus, et quel en a été l'impact sur l'espace civique en conséquence.

Humanisez le récit.

Il arrive parfois que les groupes, les associations et les activistes s'impliquent avec de grandes idées et idéaux. Pour vos spectateurs, lecteurs ou auditeurs, ces idées seront plus intéressantes si vous les exprimez par le biais d'une expérience humaine. En même temps, n'oubliez pas de penser sur quelles voix l'attention a jusque-là porté dans la discussion, et celles qui ont été ignorées.

ASTUCE À DESTINATION DES MÉDIAS : La défense de la santé aux informations

"Les patients doivent pouvoir mener un plaidoyer pour leur propre compte. La lutte pour bénéficier du traitement contre le VIH a été définie par cette dynamique. De New York à Johannesburg en passant par Mumbai, sans le droit des activistes à organiser des occupations symboliques et des manifestations, ou l'accès à l'information, des centaines de milliers de personnes supplémentaires auraient perdu la vie en conséquence du virus. "

"Prenez connaissance de tous les éléments nécessaires. Si vous ne lisez pas, vous ne devriez pas écrire. Toute la partie barbante, comme la recherche, les rapports et les articles ne constituent jamais « le récit », mais cela vous aide sans l'ombre d'un doute à la cadre, à la comprendre et à la raconter. Cela vous aide également à pousser le récit - ainsi que la discussion autour de problèmes - plus loin. Prenez soin de vos sources et développez des relations. Gardez le contact."

Laura González López, éditrice spécialiste de la santé, Bhekisisa, Mail & Guardian Health Journalism Centre, @llopezgonzalez

Bien souvent, certaines voix sont davantage privilégiées que d'autres. Il est important de réfléchir pour déterminer si le droit de liberté d'association est accessible à *tous*, par ex. aux LGBTQI, aux minorités, aux personnes pauvres et aux femmes. Certains sont victimes de multiples couches de désavantages et de marginalisation. Par exemple, prenez une femme handicapée, réfugiée, ayant des difficultés à s'adapter dans un nouveau pays – Comment son expérience apporte-t-elle un éclairage unique dans un récit sur les réfugiés ? Comment le genre et l'appartenance raciale viennent-ils se juxtaposer à son expérience du handicap ?

Voici quelques idées à prendre en considération :

- Interviewer des hommes et des femmes appartenant à une organisation de la société civile. Les activités de l'organisation représentent-elles équitablement les priorités de ses membres de sexe masculin et féminin ? Existe-t-il des lois et des mesures de répression affectant les activités de l'organisation, comment les femmes sont-elles affectées directement par celles-ci par rapport aux hommes ? Les femmes courent-elles un risque accru de violence sexuelle et de violence basée sur le genre en conséquence de leur association avec ce groupe ? Si tel est le cas, qui est responsable, et quels sont les recours en justice possibles pour les survivantes ? Les femmes ont-elles la même capacité à influencer le programme de l'organisation au même titre que les membres de sexe masculin ?

- Trouvez un activiste des droits humains qui a été ciblé du fait de son affiliation à un mouvement de défense des droits humains ou de la démocratie. Pourquoi ont-ils créé/rejoint le mouvement ou l'association, et pourquoi était-ce aussi important pour eux ? Comment leur vie et la vie de leurs familles ont-elles été affectées par leur association avec ce groupe ? Ont-ils réalisé ce qu'ils voulaient ? Si tel n'est pas le cas, pourquoi ?
- Identifiez une organisation de la société civile constituée d'individus appartenant à un groupe particulièrement vulnérable, par ex. des groupes autochtones ou de réfugiés ou des demandeurs d'asile. Passez du temps avec eux afin de comprendre leurs dynamiques et les obstacles auxquels ils sont quotidiennement confrontés, tant que le plan social qu'économique et politique. Essayez de comprendre pourquoi ils ont lancé ce groupe et comment ils s'y sont pris pour attirer des membres. Sont-ils affectés par la discrimination et les stéréotypes ? Comment ont-ils réussi à interagir avec des systèmes fortement bureaucratiques, comme le système juridique et les décideurs ? Dans quelle mesure les personnes au pouvoir leur donnent-elles l'espace nécessaire pour être entendues ? Comment le reste de la société considère-t-elle la cause qu'ils soutiennent et leurs activités ? Est-elle favorable, coopérative, dédaigneuse, indifférente ?
- Interrogez les membres d'une organisation qui existe depuis longtemps. Essayez de comprendre comment l'environnement des OSC a changé au fil du temps dans le pays. Les gouvernements successifs et leurs politiques ont-elles favorisé ou limité leur capacité à travailler et à s'associer librement ? Quels succès l'organisation a-t-elle connus ? Ont-elles été capables de créer un changement ? Quels sont les défis auxquels elles se sont trouvées confrontées, et de qui émanent-ils ? Sont-elles librement capables de lever des fonds pour leur organisation ? Des restrictions sont-elles imposées sur leur organisation ? Si tel est le cas, par qui et pourquoi ?

Allez plus loin

De plus en plus, l'espace civique dédié aux activistes, aux ONG et aux groupes de la société civile se réduit. La répression des voix dissidentes peut venir du gouvernement et de ses différentes branches. Elle peut également émaner d'institutions non-étatiques qui considèrent certaines organisations comme une menace pour leurs propres objectifs.

Il est de plus en plus important de regarder au-delà des accusations, des descriptions et des labels associés aux groupes et organisations de la société civile par les acteurs étatiques et non-étatiques. En préparant votre récit, vous devrez relier les points entre plusieurs intérêts concurrents et les stratégies utilisées par des groupes puissants pour les protéger.

Voici quelques séries de questions susceptibles de vous aider à aller plus loin quand vous préparez votre reportage :

Un exploitant agricole est emprisonné après avoir formé un collectif avec d'autres exploitants agricoles qui ont été déplacés de force de leurs terres pour permettre la mise en place d'un projet de développement à grande échelle financé par un groupe de financement international.

LE SUIVI DES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS AU PAKISTAN

Mener une campagne contre les violations des droits humains du fait de l'État peut coûter très cher. Pour les membres d'Odhikar, une organisation bangladaise, c'est une chose qu'ils ne savent que trop bien. En tant que réseau d'activistes des droits humains surveillant régulièrement les violations des droits humains - et notamment les cas de disparitions forcées qui se poursuivent - ils font régulièrement l'objet d'intimidations, de menaces et d'arrestations arbitraires.

Odhikar, qui diffuse tous les mois un bulletin et œuvre au développement des compétences des défenseurs des droits humains par le biais de sa *Human Rights Folk School*, a pour objectif de mener un suivi régulier de la situation des droits humains au Bangladesh. En conséquence, Odhikar est également devenue la cible de telles violations. Son directeur et son secrétaire viennent d'être libérés sous caution après avoir passé plusieurs semaines en prison sans qu'aucun jugement n'ait été fait.

Récemment, l'une des principales sources de financement d'Odhikar, le Bureau des affaires des ONG, (NGOAB), a bloqué l'émission des fonds destinés aux projets de l'organisation. La décision du NGOAB de mettre un terme au financement des activités des projets œuvrant en faveur des droits humains, dont l'initiative vient du bureau du Premier ministre, montre que l'environnement réservé aux organisations et activistes des droits humains au Bangladesh se réduit. En dépit de cela, les membres d'Odhikar affirment qu'ils sont plus motivés que jamais à soutenir les victimes de disparitions forcées et leurs familles.

Trouver l'histoire

1. Y a-t-il eu des cas dans votre pays où les activistes et organisations de défense des droits humains ont été menacés par le gouvernement ? Pourquoi ont-ils été ciblés ? Dans quelle mesure les membres se sentent-ils en sécurité lorsqu'ils s'expriment ?
2. Est-il aisé pour la société civile de lever des fonds/avoir accès aux ressources dans votre pays ?
3. L'environnement juridique encourage-t-il le travail des organisations de la société civile ou le rend-il plus difficile ?

Vous recherchez une idée de récit dans votre pays/région ? Consultez le site suivant :

<http://youcanbethechange.com/>

La déclaration officielle du gouvernement décrit le collectif comme opposé au développement et antipatriotique. En regardant au-delà de la déclaration du gouvernement, il est possible de poser les questions suivantes :

- Quelles sont les conséquences pour une OSC, un activiste ou une association considérée comme antipatriotique ?
- Étudiez les politiques sociales des groupes de financement internationaux. Quelles sont leurs politiques environnementales et sociales ? Sont-elles responsables en cas de violations ?
- La croissance économique est considérée comme l'un des moteurs principaux du développement. Étudiez les conséquences pour ceux qui dénoncent les conséquences *négligentes* des projets de développement à grande échelle.
- Le droit de liberté d'association est-il uniquement promu lorsqu'il est conforme aux intentions de l'État ?

Un donateur international restructure ses priorités de financement conformément à la politique étrangère. Les financements des programmes de la société civile dans d'autres pays ont été interrompus et de nouvelles directives de compte-rendu strictes ont été introduites. Suivez les impacts découlant d'un changement de priorité affectant les activistes, les ONG et les OSC dans les pays bénéficiaires.

- Étudiez l'environnement dans lequel la société civile peut opérer dans un pays ou une région donnée. Dans quelle mesure peuvent-ils aisément accéder aux ressources ?
- Identifiez les organisations qui seront affectées par les changements. Indiquez comment les changements affecteront leur travail et les communautés dans lesquelles elles travaillent.
- Discutez avec le responsable de l'organisation donatrice. Identifiez ce qui motive ces changements. Utilisez des exemples tirés de vos études de cas menées sur les OSC affectées, et demandez si l'organisation sait dans quelle mesure leurs arrangements désavantageront l'espace civique dans un contexte particulier.
- Comment les exigences des donateurs internationaux - notamment en termes de résultats mesurables pour les projets cherchant à traiter de problèmes systémiques et complexes - affectent-elles la manière dont les OSC nationales/locales peuvent opérer ? Les exigences de compte-rendu sont-elles raisonnables, ou trop lourdes ? Ce modèle de financement affecte-t-il la capacité des OSC à mener un plaidoyer en faveur d'un changement radical ? Existe-t-il des moyens à disposition des activistes/OSC/citoyens des pays bénéficiant de financements de tenir les bailleurs pour responsables de la manière dont l'argent est dépensé ?

Sources d'information

Voici une liste de sources d'information potentielles pour vous permettre de préparer des reportages sur la liberté d'association :

Pacte international relatif aux droits civils et politiques des Nations Unies (Article 22)
<http://www.ohchr.org/en/professionalinterest/pages/ccpr.aspx>

Rapporteur spécial des Nations Unies <http://freeassembly.net/>

Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (Article 10)
<http://www.achpr.org/instruments/achpr/>

Open Society Foundations
<https://www.opensocietyfoundations.org/search?key=NGO%20LAW>

Global Witness <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/environmental-activists/>

East and Horn of Africa Human Rights Defenders <https://www.defenddefenders.org/>

Organisation internationale du travail <http://www.ilo.org/global/topics/freedom-of-association-and-the-right-to-collective-bargaining/lang--en/index.htm>

Centre for Trade Union and Human Rights <http://ctuhr.org/>

Rapport de Civicus sur l'état de la société civile 2017
<https://www.civicus.org/documents/reports-and-publications/SOCS/2017/rapport-sur-l-etat-de-la-societe-civile-executive-summary-fr.pdf>



Résumé

La liberté d'expression est la plus controversée des trois libertés abordées ici. Le cadre juridique international pour la liberté d'expression est fourni à l'Article 19 du PIDCP. Elle est également garantie dans des cadres régionaux, comme la Déclaration de principes sur la liberté d'expression en Afrique, à l'initiative de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. Chaque État peut également garantir ce droit par ses lois.

Le droit de liberté d'expression est essentiel à la société civile. Il inclut le droit de s'exprimer et d'analyser de manière critique les politiques et actions des acteurs étatiques et non-étatiques, d'accéder aux informations et de les partager, et la liberté d'attirer l'attention du public sur des questions et préoccupations sans crainte de sanctions de la part de qui que ce soit. La liberté de mener des enquêtes, de documenter et de diffuser leurs conclusions est également assurée par ce droit pour la société civile.

Le droit international stipule que la liberté d'expression ne peut être limitée que lorsque cela est nécessaire, pour protéger les droits et la réputation des autres, assurer le maintien de la sécurité nationale et défendre l'ordre public, la santé publique et la morale. Cependant, la possibilité de limiter ce droit est mince et l'existence de ce droit ne peut être remise en question. L'interprétation nationale de la loi varie, et les limites imposées sur ce droit varient également.

La liberté d'expression est de plus en plus sous pression. Les lois régressives sur les médias, qui limitent la liberté des journalistes, ont augmenté la censure des publications papier et en ligne, et de plus en plus, les limites imposées à l'expression par le biais des communications numériques augmentent. En réaction à la réduction de l'espace civique, les activistes et la société civile ont adopté de nouvelles plateformes. Celles-ci sont également de plus en plus sous pression, les gouvernements trouvant de nouveaux moyens de surveiller et de censurer les communications. Globalement, en 2017, on a pu observer que le droit de liberté d'expression était sous pression, les États échouant à respecter leurs engagements en vertu du droit international.

Perspectives

Alors que différentes formes de médias ont vu le jour, la liberté d'expression est devenue un sujet de plus en plus délicat à aborder. Face à la réduction de l'espace permettant de mener des plaidoyers et de faire entendre une voix dissidente, les activistes et organisations de la société civile ont adopté des plateformes médiatiques émergentes pour exprimer, documenter et promouvoir leurs intérêts communs. Les applications de réseaux sociaux comme Facebook, Twitter et Youtube ont toutes été prises d'assaut par les groupes locaux et internationaux, permettant d'atteindre rapidement un public dans le monde entier.

Les reportages sur la liberté d'expression peuvent adopter différentes perspectives et donner lieu à des discussions publiques variées. Dans le monde entier, nombre de lecteurs, d'auditeurs ou de spectateurs peuvent être habitués à interagir avec différentes plateformes médiatiques dans leur vie de tous les jours. Trouver des idées permettant d'introduire des perspectives régionales et locales dans des thèmes mondiaux touchant à la liberté d'expression rendra vos reportages plus parlants pour le public que vous visez.

Identifiez votre public, et essayez de trouver une approche locale qui lui parlera. Par exemple, ceux qui travaillent sur les technologies de l'information et de la communication pourraient vouloir en savoir plus sur un logiciel de protection de la confidentialité développé par un programmeur indépendant au Bangladesh.

Voici quelques exemples possibles :

La censure

Une artiste a créé un documentaire vidéo témoignant de la pollution environnementale croissante dans la capitale de son pays. Le documentaire est diffusé sur internet et peut être téléchargé gratuitement. À l'origine, il avait été réalisé avec le consentement des autorités nationales. Cependant, après que la vidéo a attiré plus de 200 millions de spectateurs dans le monde entier, les autorités décidèrent de la retirer des chaînes de diffusion populaires. Les discussions sur les forums étaient autorisées au départ, mais furent en définitive censurées.

- Étudiez les rapports environnementaux réalisés sur le pays afin de voir si les seuils de pollution ont augmenté. Pourquoi les autorités ont-elles décidé de limiter l'accès à la vidéo après sa vaste diffusion ?
- Identifiez le service ou l'autorité gouvernementale responsable du retrait de la vidéo et

de la censure de la discussion sur Internet. Quelles sont les raisons données pour ne pas autoriser l'accès au documentaire ? Ces raisons ont-elles déjà été données par le passé pour censurer le mécontentement public ?

- Considérez le récit du point de vue de la santé publique. Qui est concerné par les informations contenues dans le documentaire et dans quelle mesure est-il important que ces informations soient rendues publiques ? Quelles sont les conséquences des limites imposées à la diffusion des informations contenues dans le documentaire et des discussions publiques sur son contenu ?
- Réfléchissez à la manière dont les grandes entreprises pourraient être impliquées dans les limitations imposées à la liberté d'expression. Comment les fournisseurs d'accès à internet et de télécommunications mondiaux collaborent-ils avec le gouvernement pour limiter la liberté des utilisateurs ?

La criminalisation de la liberté d'expression

En réponse aux attaques survenues dans la région et attribuées à l'extrémisme islamique, le gouvernement introduit un nouveau projet de loi de lutte contre le terrorisme. Le projet de loi vise à limiter la pensée extrémiste et inclut une définition large, suggérant que toute expression allant à l'encontre des valeurs de la nation, de la démocratie et de l'état de droit fera l'objet de poursuites judiciaires.

- Pourquoi ce projet de loi est-il introduit maintenant ? Avec une définition aussi large, la loi peut-elle être appliquée à tous ceux qui sont en désaccord avec les lois et politiques considérées oppressives ?
- Cette loi sera-t-elle appliquée de manière disproportionnée à certains groupes, et si tel est le cas, quelles sont les conséquences plus générales pour la nation quand la liberté d'expression d'un groupe est limitée ?
- Quand un acteur étatique limite les paramètres de la liberté d'expression en ayant recours au droit, par quels moyens la société civile peut-elle travailler pour protéger les droits des groupes vulnérables négativement affectés ?

Des lois sur les médias restrictives

Quand des journalistes d'investigation découvrent l'implication d'un haut fonctionnaire du gouvernement dans des actes de corruption, le gouvernement introduit une nouvelle loi sur la presse affectant les journalistes du pays et étrangers. La loi leur impose d'être déclarés auprès d'un organe gouvernemental et d'être accrédités par ce dernier.

- Quelles sont les implications de la loi sur la presse pour les journalistes du pays ? Pour les journalistes étrangers ? Que signifie la déclaration pour la création de reportages considérés comme critiques à l'égard du gouvernement ? Quels mécanismes de doléance sont en places si les journalistes ont le sentiment d'être traités de manière inéquitable par cet organe ?
- Des lois similaires ont-elles été introduites dans d'autres pays, et si tel est le cas, quel en a été l'impact sur le journalisme dans ces pays ? Quelle est la situation de la liberté de la presse par rapport à d'autres pays de la région, dans le monde ?

Refus de l'accès à l'information

Le dirigeant d'un pays est au pouvoir depuis plus de 20 ans. Dans la période précédant les élections, un candidat de l'opposition a gagné en popularité, les sondages le présentant comme un rival sérieux à la présidence. Une large part de sa popularité vient d'une campagne active menée sur les réseaux sociaux. Dans la semaine précédant l'élection, tous les réseaux sociaux sont désactivés par le gouvernement. Les électeurs parviennent à contourner cette restriction en téléchargeant des VPN qu'ils utilisent pour documenter les cas de fraude électorale, de bourrage des urnes et de brutalité par la police, émanant des partisans du dirigeant actuel.

- L'accès à l'Internet est-il un droit humain ? Si tel est le cas, quelles mesures de protection peuvent-être mises en place afin de le conserver comme espace où tout le monde peut librement accéder à l'information ? Qui a accès à la technologie internet des télécommunications dans votre pays ? Certaines personnes n'ont-elles pas accès à Internet, et si tel est le cas, quel est l'impact pour elles en termes de capacité à accéder à des informations à jour et variées ?
- Qui fournit le logiciel permettant aux gouvernements de désactiver les réseaux sociaux et autres forums ? Quelles sont les obligations des propriétaires/dirigeants des entreprises de réseaux sociaux et de technologie dans des situations comme celles-ci ?

Attaques sur les journalistes et les blogueurs

En raison d'inquiétudes quant à la sécurité, des activistes anti-extrémistes ont poursuivi leur travail de plaidoyer dans le pays sur Internet. Le discours religieux fondamentaliste a récemment fait l'objet de discussions politiques avec les récentes élections, un nombre accru de personnalités religieuses ayant obtenu des postes au sein du gouvernement. Après un blog clairement formulé analysant les implications de la doctrine religieuse extrémiste sur l'élaboration des politiques, une blogueuse est retrouvée assassinée à son domicile. Un groupe extrémiste lié à l'un des fonctionnaires religieux élu au gouvernement revendique son assassinat.

- Envisagez la possibilité d'une chronologie des épisodes de harcèlement de détention et d'attaques sur les journalistes et blogueurs. Ce décès peut-il être considéré comme faisant partie d'une tentative systématique de passer sous silence les voix mécontentes ?
- Des questions particulières ont-elles été soulevées par les journalistes et les blogueurs, attirant des actes de répression violents au niveau local, régional et international ? La loi protège-t-elle les journalistes et blogueurs de la censure et des attaques, physiques ou en ligne ?

Avec tous ces exemples, recherchez dans quelle mesure votre gouvernement a satisfait ses engagements en vertu du droit international de promouvoir la liberté d'expression. Étudiez dans quelle mesure les acteurs étatiques et non-étatiques de votre pays ont eu recours à des tactiques similaires à celles citées dans les exemples, et leur impact sur l'espace civique.

Humaniser le récit.

Mettre un visage humain sur votre reportage vous aidera à le faire passer à un niveau auquel vos lecteurs, vos auditeurs et spectateurs se sentiront davantage impliqués. Même si vous

LIBERTÉ D'EXPRESSION

En 2013, une petite étendue de vert à Istanbul est involontairement devenue le lieu où la jeunesse turque a trouvé sa voix politique. Les manifestations de Gezi Park ont enflammé les conversations sur le droit de liberté d'expression, sous un gouvernement de plus en plus invasif dirigé par le Parti de la justice et du développement (AKP) du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan.

Il existe des signes clairs que les jeunes turcs trouvent de nouveaux moyens d'exprimer leur mécontentement vis-à-vis du parti au pouvoir. Le groupe de médias d'opposition *140 journos* est l'un de ces mouvements cherchant à trouver des alternatives aux informations souvent censurées présentées dans la majorité des médias turcs.

Dérivant son nom de la limite de 140 caractères imposée par Twitter, *140 journos* est devenu essentiel à la visibilité des manifestations organisées à Gezi Park. L'exploitation rapide de Twitter par les citoyens par la plateforme *140 journos* a permis de fournir aux audiences nationales et internationales des informations à jour et rapides sur les événements qui se déroulaient à Gezi. Le mouvement obtint rapidement un nombre impressionnant de followers en signalant les cas de violences policières largement ignorées par les médias généralistes.

À la suite de la tentative de coup d'État contre le régime turc de 2016, plus de 100 journalistes ont été placés en détention, les bureaux de deux journaux ont fait l'objet d'un raid par le personnel de sécurité, et 330 journalistes se sont vus retirer leur carte de presse par le bureau du Premier ministre. Soutenus par plus de 300 créateurs de contenu bénévoles, les mouvements tels que *140journos* incarnent le dynamisme que les nouveaux médias apportent à la liberté d'expression dans l'environnement médiatique turc de plus en plus réprimé.

Trouver l'histoire

1. Dans votre pays, dans quelle mesure vos sources d'informations sont-elles libres et variées ? La censure a-t-elle affecté le droit des citoyens à accéder à des informations crédibles et précises ?
2. Quels sont les moyens par lesquels les nouvelles formes de médias (comme Twitter et Facebook) ont influencé la manière dont la société civile est capable d'accéder à l'information ?
3. Quel est l'environnement permettant aux journalistes et producteurs de nouveaux médias de fournir librement des informations, sans danger, au public ?

Vous recherchez une idée de reportage dans votre pays/région ? Consultez le site suivant :

<http://youcanbethechange.com/>

faites un reportage sur un changement apporté à une politique gouvernementale ou sur une manifestation particulière, vous pouvez attirer davantage de lecteurs en commençant votre article par la perspective d'une personne directement liée ou affectée par votre sujet.

Voici quelques suggestions de marche à suivre :

- Interrogez une blogueuse controversée. Qui est son principal public ? Comment les gens ont-ils réagi à ses posts ? Pourquoi utilise-t-elle Internet pour exprimer son point de vue et quel impact a-t-elle eu ? En écrivant sur ces questions, quelles sont les difficultés qu'elle rencontre dans son pays, et comment parvient-elle à les contourner ? A-t-elle déjà ressenti le besoin de s'autocensurer ?
- Trouvez le porte-parole d'un groupe négativement affecté par une loi affectant la liberté d'expression. Pourquoi celui-ci pense-t-il que le projet de loi a été rédigé pour son groupe et/ou appliqué à son groupe ? Quel a été l'impact de la loi sur le sentiment de sécurité de la communauté ? Comment les membres de la communauté se sentent-ils ? Comparez ceci aux autres moyens utilisés pour isoler ce groupe et le marginaliser socialement, économiquement ou politiquement.
- Identifiez un groupe de la société civile en activité depuis plusieurs décennies. Comment la liberté d'expression a-t-elle été affectée au fil du temps ? La technologie numérique a-t-elle affecté la manière dont le groupe communique avec son public ? Comment voient-ils l'environnement de la liberté d'expression évoluer dans le pays à l'avenir ? Ont-ils le sentiment qu'ils restent libres de s'exprimer sans être intimidés ?
- Identifiez une femme qui s'exprime librement en public sur une question donnée. Pourquoi considère-t-elle qu'il est important de parler de cette question ? Quelles réponses négatives a-t-elle reçues ? Le cas échéant, de qui ces réponses émanaient-elles et, à son avis, pourquoi ? À son avis, quels sont les défis particuliers rencontrés par les femmes qui s'expriment publiquement dans votre pays/région ?
- Trouvez un artiste dont le travail a fait l'objet d'une censure politique. Quelle est sa réaction quant à cette censure ? Pourquoi la liberté d'expression est importante pour les arts créatifs ? Comment son travail a-t-il été accueilli au niveau local, régional et international ?

Allez plus loin

Vous pourriez avoir besoin de développer vos connaissances sur les plateformes d'expression émergentes. Cela peut inclure les réseaux sociaux et les télécommunications, mais également les arts. Toutes les communautés ne bénéficient pas d'un accès égal à Internet, et il est important de prendre ceci en considération lors de la préparation de votre reportage. Qui a accès aux formes de communication les plus récentes, et qui n'y a pas accès ? Il est important de réfléchir à la manière dont de nouvelles inégalités peuvent avoir émergé, du fait que certaines personnes ont accès à des supports comme internet, alors que d'autres non.

Quand la censure est présente, la circulation d'informations et de journaux indépendants peut être limitée. Il est important de voir au-delà des sources d'information officielles. Cela peut vouloir dire passer plus de temps sur différents forums internet, réfléchir aux alternatives susceptibles d'exister. Plusieurs organisations en ligne soutiennent les blogueurs, sites internet et activistes à distance. Si les informations venues de l'intérieur d'un pays sont difficiles à

Il est toujours important de ne pas tomber dans le jargon d'initiés. Des termes comme activiste ou bénévole peuvent avoir plus de poids qu'ONG ou société civile en fonction de votre audience. Aux E.-U., l'activisme est désormais intéressant pour les rédacteurs en raison du mouvement Black Lives Matter. Par conséquent, au lieu de « Réduction de l'espace civique », essayez « La police sévit contre les activistes transgenres au Bangladesh » ou « Le gouvernement écarte les groupes de lutte contre le VIH de discussions cruciales sur le VIH ».

- **Lyndal Rowlands, Directrice du Bureau des Nations Unies, IPS - Inter Press Services @lyndarowlands**

obtenir, contactez un groupe en ligne situé en dehors du pays dont le travail consiste à aider ces activistes ou groupes pour vous aider à apporter un nouvel éclairage sur votre sujet.

Voici un exemple de la marche à suivre pour approfondir votre enquête en vue d'un reportage. Lors d'une conférence de presse, le ministre des Communications a affirmé que la liberté d'expression était un privilège et non un droit, et que la sécurité nationale passait par dessus tout. Voici une série de questions que vous pourriez utiliser :

- Soulignez les engagements à la liberté d'expression du gouvernement en vertu d'instruments juridiques internationaux, régionaux et nationaux. Si cette liberté est inscrite dans la loi, est-ce un droit ou un privilège ?
- Dans le monde, existe-t-il des preuves suggérant qu'il existe un lien entre la limitation de la liberté d'expression et la sécurité nationale ?
- Comment cela peut-il être comparé aux pays où la liberté d'expression est plus pleinement réalisée en tant que droit ? En conséquence, ont-ils connu des effets négatifs sur leur sécurité nationale ?
- La liberté d'expression inclut le droit d'accéder à l'information. À l'heure actuelle, tous les segments de la population jouissent-ils d'un accès égal aux principales sources d'information comme les journaux, la radio, la télévision et l'Internet ? Si tel n'est pas le cas, comment la politique du gouvernement peut-elle empêcher l'inégalité de l'accès à l'information ?

Les réponses peuvent ne pas différer de la position officielle du gouvernement. Et pourtant, interroger les motifs sous-tendant les décisions de politique publique, demander des preuves et mettre en avant les inégalités peut parfois révéler des idéologies sous-jacentes. Avec d'autres sources et une bonne compréhension du contexte de la question, vous pouvez préparer un reportage beaucoup plus riches en détails que ce que présentent officiellement les sources du gouvernement.

Sources d'informations - des documents de référence, des sources possibles

Vous trouverez ci-dessous des documents et sources d'information utiles pour vous donner un contexte de la question :

PIDCP de l'ONU (Article 19) <http://www.ohchr.org/en/professionalinterest/pages/ccpr.aspx>

Rapporteur spécial des Nations Unies <http://freeassembly.net/>

Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (Article 10) <http://www.achpr.org/instruments/achpr/>

Digital Freedoms Project <http://digitalfreedoms.idebate.org/>

Amnesty International <https://www.amnesty.org/en/what-we-do/freedom-of-expression/>

Article 19-Defending freedom of expression and information <https://www.article19.org/pages/en/who-we-are.html>

Index on Censorship: <https://www.indexoncensorship.org/>

Comité pour la protection des journalistes : <https://www.cpj.org/>

Classement mondial de la liberté de la presse de Reporters sans frontières : <https://rsf.org/en/ranking>

IFEX Réseau Mondial Défendre et promouvoir la liberté d'expression : <https://www.ifex.org/>



LIBERTÉ DE RÉUNION PACIFIQUE

Résumé

Le cadre juridique international pour le droit à la liberté de réunion pacifique est fourni à l'Article 19 d du PIDCP. Il est également inscrit dans différents cadres régionaux, comme la Convention Européenne des droits de l'homme et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. Les lois des pays individuels peuvent également garantir ce droit.

Réunion peut faire référence à un rassemblement temporaire dans un espace privé ou public, visant à exprimer un mécontentement légitime par des moyens pacifiques. Il peut s'agir par exemple d'occupations, de manifestations, de protestations et de grèves. La liberté de réunion occupe une place importante dans l'espace civique, car il s'agit d'un outil de mobilisation de la population afin de discuter des politiques et actions d'acteurs étatiques et non-étatiques.

Comme pour la liberté d'association, le droit international n'impose que des restrictions limitées à la liberté de réunion pacifique. Les États doivent fournir un environnement favorable au rassemblement pacifique et ne pas avoir recours à l'intimidation et à la force pour limiter ces activités. Contrairement à la situation actuelle dans de nombreux pays, la meilleure pratique internationale impose que les individus n'aient pas besoin de demander l'autorisation des autorités pour se réunir pacifiquement dans l'espace public.

Perspectives

Par le passé, les citoyens se sont toujours rassemblés dans des espaces publics et privés dans un objectif commun, bien que les méthodes et moyens de réunion pacifique varient selon le contexte local et régional. Certains pays peuvent utiliser des moyens de répression moins violents dans les cas de réunion de citoyens, alors que d'autres peuvent y répondre par la violence, avec des arrestations, tentatives d'intimidation, et même des attaques. Avec la mondialisation, la montée des groupes extrémistes et les polarisation des politiques, des questions émergentes affectent ce droit.

Des exemples de réunion pacifique internationaux, comme les événements de la place Taksim, peuvent parfois sembler lointains. Votre travail consiste à identifier des perspectives que vos lecteurs, auditeurs et spectateurs auront une compréhension globale des influences sociales, économiques et politiques d'un cas de réunion pacifique. L'occupation de l'espace public ou privé présente également des implications culturelles. Certains espaces peuvent être considérés comme sacrés ou dépasser les limites. D'importantes groupes de personnes qui se rassemblent en public peuvent être considérés comme suspicieux. C'est votre travail que d'essayer de trouver des perspectives qui permettront de véhiculer les nombreux facteurs conduisant à un rassemblement pacifique de citoyens et l'influençant. Il sera essentiel de trouver des porte-parole pour susciter l'intérêt de votre audience et d'un rédacteur ou producteur.

Les rapports indiquent que des tendances particulières affectent le droit de réunion pacifique. Voici quelques perspectives à prendre en considération :

Recours excessif ou illégale à la force sur des réunions publiques de la part de la police

Des groupes d'étudiants se réunissent en vue d'une manifestation pacifique à l'extérieur du ministère de l'Éducation de la capitale du pays. Ils manifestent contre la privatisation de leur université, et demandent aux décideurs d'élargir leur consultation en intégrant les étudiants dans leurs plans pour l'université. La police anti-émeutes est appelée, et 14 étudiants sont placés en détention, des témoins visuels affirmant que ceux-ci ont été battus lors de leur garde à vue.

1. Faites des rapprochement avec la situation dans votre propre pays. Quelles sont les réglementations relatives à la liberté de réunion dans votre pays ? Dans quelle mesure est-il aisé d'occuper l'espace public ou privé pour que les citoyens puissent s'exprimer ? Quelles ont été les conséquences des mouvements d'occupation, de manifestation et de grève dans votre pays ?
2. Étudiez les rapports de la police et de justice faisant référence à des arrestations de manifestants. Ont-ils été entendus par une cour de justice, et de quoi ont-ils été inculpés ?

Refus d'autorisation illégal ou déraisonnable d'un rassemblement pacifique.

Un candidat de l'opposition a organisé une manifestation publique pour ses partisans avant les élections. La manifestation est organisée dans un stade public ou les candidats précédents ont organisé de grands meetings publics par le passé. En arrivant sur les lieux, le candidat se voit informer que l'événement est annulé car il ne dispose pas de l'autorisation de la police d'utiliser le lieu, car la manifestation pourrait tourner à la violence.

1. Dans quelle mesure la loi permet-elle la réunion pacifique ? Dans quelle mesure est-il difficile d'obtenir l'autorisation d'organiser une manifestation ou une occupation publique dans votre pays ?
2. Y a-t-il eu des cas où des intérêts d'ordre public et de sécurité nationale ont été utilisés pour refuser l'autorisation à certains groupes de se réunir pacifiquement ? Certains groupes pourraient plus facilement avoir le droit de se réunir librement. Pourquoi certains groupes obtiennent-ils ce droit plus facilement que d'autres ?

Le refus des États de protéger les manifestants pacifiques contre de violentes contre-manifestations

Une manifestation pacifique est organisée en soutien au récent afflux de réfugiés et demandeurs d'asile dans un pays. Un groupe de contre-manifestants arrive et bloque le passage des manifestants. Les organisateurs de la manifestation s'approchent de la police qui se tient sur le côté, les avertissant que les contre-manifestants. La police ignore les demandes de soutien de la part des organisateurs de la manifestation, et en définitive, les contre-manifestants deviennent violents. La plupart des arrestations réalisées à ce jour concerne des manifestants pacifiques.

1. La communication des nouvelles portera souvent sur la nature violente des manifestants. Étudiez les témoignages des témoins oculaires pour fournir différentes perspectives quant à la réaction de la police. Discutez avec des experts juridiques de la validité des accusations. Identifiez la réponse de l'État. Des garanties ont-elles été faites de protéger les manifestants pacifiques, et ont-ils respecté leur devoir ?
2. Examinez les rapports officiels de la police/du gouvernement. Il n'est pas rare que des agents provocateurs agissant sur ordre de l'État soient les instigateurs de violence dans des manifestations autrement pacifiques, dans l'objectif de détourner du message de la manifestation ou de criminaliser des manifestants pacifiques. Parfois, les groupes font appel à des maréchaux ou à des gardiens afin d'éviter que de telles choses ne se produisent ; discutez avec eux afin de recueillir leurs observations si cela est possible.

L'introduction de nouvelles lois de lutte contre le terrorisme qui ont pour effet de limiter le droit à la liberté de réunion.

Un groupe d'activistes autochtones travaillant sur des questions de droit foncier occupent pacifiquement un bâtiment du gouvernement. Le recours à une force excessive est utilisé afin de les expulser, certains manifestants interrogent publiquement la police pour leurs actions. Le gouvernement affirme que les manifestants avaient menacé la sécurité de la nation en occupant un bâtiment du gouvernement. Peu de temps après, un amendement est fait à une loi de lutte contre le terrorisme existante, incluant l'occupation des bâtiments du gouvernement comme quelque chose d'illégal, et constituant une activité terroriste.

1. Les lois de lutte contre le terrorisme sont de plus en plus fréquentes dans de nombreux pays du monde. Rassemblez les lois de lutte contre le terrorisme qui sont soit à l'état de version préliminaire, soit déjà votées, afin d'étudier leur impact sur la liberté de réunion. Limitent-elles le nombre de personnes pouvant se réunir publiquement à un moment donné ?

2. La sécurité nationale est-elle utilisée afin d'éviter les grandes manifestations publiques, et quelle est la réponse de l'État dans le cas où une telle manifestation est organisée. La loi est-elle appliquée de manière disproportionnée aux organisations de la société civile, et cela se produit-il fréquemment dans la région ?

Avec tous ces exemples, recherchez dans quelle mesure votre gouvernement a satisfait ses engagements en vertu du droit international de promouvoir la liberté de réunion pacifique. Considérez dans quelle mesure les acteurs étatiques et non-étatiques ont participé aux activités ci-dessus dans votre propre pays et région, et les implications pour l'espace civique.

Humaniser le récit.

- Fournir des récits personnels donnera de la profondeur à votre reportage et incitera à la réflexion. En fonction de l'audience que vous ciblez, cherchez des récits qui donneront une perspective humaine à certains des grands thèmes qui pourraient étayer votre récit.
- Si vous écrivez sur un mouvement, concentrez-vous sur son dirigeant. Considérez ses caractéristiques, et utilisez comme moyen de dire quelque chose sur l'organisation. Par exemple, « Preeti est un diminutif, mais c'est le dirigeant dynamique d'un mouvement qui a pris la tête de plus de 15 manifestations ». Plutôt que « Le mouvement a organisé 15 manifestations de ce type par le passé ».
- Concentrez-vous sur les témoignages des témoins oculaires. Une manifestation ou une occupation peuvent avoir entraîné 14 arrestations, mais qui a été arrêté ? Quel est leur point de vue quant à la raison pour laquelle ils ont été arrêtés ?
- Suivez ce qui est arrivé à ceux qui ont été arrêtés ou arbitrairement placés en détention. Que s'est-il passé après leur arrestation ? Ont-ils été placés en détention provisoire, leur sécurité protégée ? Certains de leurs autres droits ont-ils été violés ? Qu'arrive-t-il aux manifestantes arbitrairement détenues ?
- Discutez avec les autorités. Essayez de comprendre la mesure dans laquelle le droit à la liberté de réunion est compris et internalisé. Quelle est la procédure suivie par la police en cas d'occupations ou de manifestations ? Existe-t-il une politique quant à la manière de travailler avec les manifestants pacifiques ? La police protège-t-elle les manifestants pacifiques ou considère-t-elle les réunions comme un sujet de contrôle des foules ?
- Comparez différents cas de manifestations pacifiques. Quelles sont leurs caractéristiques ? Tenez-compte de l'appartenance raciale, de l'âge, du sexe et des aptitudes. Certains groupes se sentent-ils davantage confiants à se réunir que d'autres ?
- Discutez avec les experts juridiques. Essayez de comprendre quelles lois internationales, régionales et locales sont entrées en jeu, et demandez la perspective d'un expert quant à la manière dont ces lois affectent le droit de réunion pacifique.
- S'il est déjà arrivé qu'une manifestation devienne violente, discutez-en avec le personnel hospitalier local. Quels types de blessures ont-ils vues ? Ont-ils pu observer la présence de blessures liées aux gaz lacrymogènes, aux balles en caoutchouc ou aux blessures provoquées par des matraques ?
- Les journalistes jouent un rôle important dans le suivi des espaces de la société civile. Assistez à une manifestation pacifique ou à une occupation. Prêtez attention aux messages qui sont véhiculés, aux types de personnes qui participent à l'événement, au comportement du public, des autorités et des entreprises.

LIBERTÉ DE RÉUNION PACIFIQUE

Safeer Khan Durrani est un activiste pour la paix en Khyber Pakhtunwa (KP), l'une des régions les plus dangereuses du Pakistan. Le 16 décembre 2014, le monde a été horrifié par les attaques perpétrées sur une école de Peshawar, faisant victimes parmi les enfants et 500 blessés. Suite à cette attaque, le jeune Durrani a décidé d'organiser une occupation, exigeant le droit à la vie, la sécurité des institutions éducatives et la protection des familles des victimes par le gouvernement pakistanais.

Avec la pauvreté croissante, les conflits en cours dans le nord et l'ouest du pays, les jeunes pakistanais vivent dans un état d'insécurité permanente. Illustrée de manière tragique par les attentats de Peshawar, la capacité à bâtir un avenir sûr et sans dangers est affectée par le conflit et la corruption permanents, impliquant des organisations terroristes et le recours à la force par les partis politiques. En effet, lors de l'occupation organisée par Durrani, le gouvernement et les groupes terroristes l'ont menacé ainsi que les manifestants qui l'accompagnaient à l'extérieur du Club de la presse de Peshawar, que le groupe occupa pendant deux semaines.

Tel que représenté dans le cas de Durrani, le droit à la liberté de réunion se trouve toujours confrontée à l'opposition de l'État et des acteurs non-étatiques globalement. Et pourtant, des groupes de citoyens et d'activistes inquiets continuent à utiliser les manifestations publiques et les occupations comme moyen d'attirer l'attention sur des problèmes essentiels. Pour Durrani et son groupe d'activistes engagés, leur occupation conduisit à la construction de 144 nouvelles écoles dans la province de KP et à des engagements de la part des fonctionnaires gouvernementaux à améliorer la sécurité dans les écoles, les collèges et les universités.

Trouver l'histoire

1. Dans quelle mesure est-il facile pour les citoyens de se réunir publiquement dans votre pays ? Quelles sont les restrictions, que ce soit en termes juridiques ou de sécurité, qui pourraient les en empêcher ?
2. Dans quels cas la réunion pacifique a-t-elle entraîné un changement positif ? Qu'est-ce qui a motivé les participants à recourir à des méthodes de réunion sous forme de manifestations/occupations pour faire campagne pour le changement ?
3. Comment le gouvernement de votre pays peut-il créer un environnement plus sûr et plus aisé pour permettre aux citoyens de se réunir pacifiquement dans un objectif commun ? Existe-t-il des restrictions juridiques qui pourraient être amendées ? Les participants aux réunions pacifiques sont-ils protégés des autres manifestants/autres personnes qui ne sont pas d'accord avec eux ? Qu'est-ce que qui peut être fait pour garantir leur protection contre le harcèlement, l'intimidation et la violence ?

Vous recherchez une idée de récit dans votre pays/région ? Consultez le site suivant :

<http://youcanbethechange.com/>

Allez plus loin

Comme la liberté d'association et d'expression, la réunion pacifique est un élément fondamental d'un espace civique florissant et démocratique. À mesure que les différentes formes que prend la réunion pacifique se développent, vous commencerez à voir des tendances apparaître dans la manière dont les acteurs étatiques et non-étatiques y répondent. Plusieurs acteurs différents peuvent être impliqués quand une réunion se tient.

De nombreux espaces publics sont privatisés. Non seulement les acteurs étatiques répondent parfois négativement à des exemples de réunion pacifique, mais les entreprises aussi. Il s'agit d'un point important à prendre en considération lorsque l'on étudie les relations qui existent entre les forces de police, l'État et les entreprises privées. Par exemple, dans quelle mesure la police peut-elle être utilisée pour répondre aux souhaits des entreprises privées qui souhaitent interdire les réunions pacifiques ?

Très souvent, les manifestations sont décrites comme perturbatrices et violentes. Bien qu'il y ait un risque qu'elles deviennent violentes, une réunion pacifique devrait pouvoir se faire et être facilitée par l'État. Cela indiquerait un fort engagement au soutien de l'espace civique. D'un autre côté, les gouvernements et les entreprises peuvent soutenir le droit à la liberté de réunion, tout en ayant recours à la force excessive ou à la bureaucratie pour le décourager dans le même temps. Dans votre reportage, prenez en considération des questions cherchant à souligner les contradictions dans ce que les États peuvent dire et ce qu'ils peuvent faire.

Un communiqué de presse officiel de la police justifie l'usage de la force excessive lors d'une manifestation de défense des droits fonciers. Il s'agit d'un exemple des différents types de questions que vous pouvez utiliser pour aller plus loin.

- Quels ont été les événements conduisant à l'usage de la violence ?
- La police a-t-elle travaillé avec les responsables des manifestations pour s'assurer que la réunion reste pacifique ?
- Plusieurs témoignages oculaires indiquent que la violence a matraqué les manifestants, provoquant un mouvement de panique. Qui a donné l'ordre de la charge et pourquoi ?
- Quels sont les droits des manifestants quant à l'utilisation de l'espace public ? Essayez de comprendre la mesure dans laquelle les autorités sont informées du droit de réunion pacifique. Vous pouvez vous référer au droit national, régional ou international.
- S'il existe des cas dans lesquels d'autres groupes ont réussi à occuper et à se réunir avec succès et en toute sécurité dans un lieu public, citez cet exemple et demandez pourquoi les groupes ne pouvaient le faire.
- Cherchez les liens qui existent entre le gouvernement et les entreprises. À qui l'espace en question appartient-il, à l'État ou aux entreprises privées ? Qui a intérêt à voir les mécontentements liés au problème passés sous silence ?

Les réponses peuvent ne pas différer de la position officielle du gouvernement. Et pourtant, interroger les motifs sous-tendant les décisions de politique publique, demander des preuves et mettre en avant les inégalités peut parfois révéler des idéologies sous-jacentes. Avec d'autres sources et une bonne compréhension de l'arrière-plan de la question, vous pouvez préparer un reportage beaucoup plus riches en détails que ce que présentent officiellement les sources du gouvernement.

Sources d'information - des documents de référence

Rapporteur spécial des Nations Unies <http://freeassembly.net/about/freedoms/>

PIDCP de l'ONU (Article 21) <http://www.ohchr.org/en/professionalinterest/pages/ccpr.aspx>

Charte africaine des droits de l'homme et des peuples <http://www.achpr.org/instruments/achpr/>

Rapport mondial de Human Rights Watch <https://www.hrw.org/fr/world-report/2018>

Human Rights Law Centre <http://hrlc.org.au/right-to-peaceful-assembly-upheld-by-european-court-of-human-rights/>

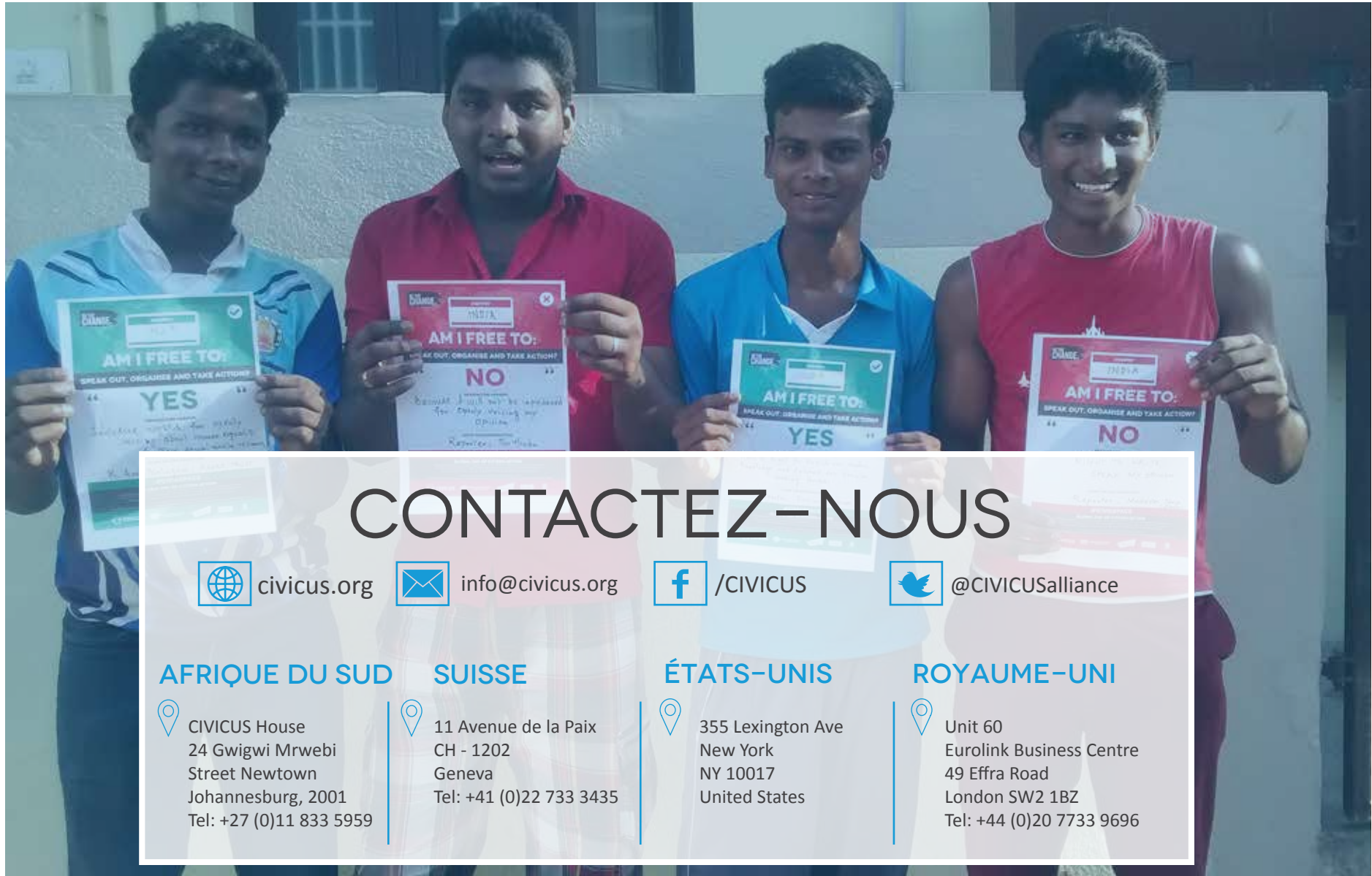
Aperçu annuel

Les journées mondiales du souvenir et de la commémoration sont une opportunité médiatique de couvrir l'espace civique. À l'heure actuelle, de nombreuses organisations de la société civile utilisent de telles journées pour organiser des événements et faire des déclarations visant à mettre en avant ce qui se passe dans le monde. Parallèlement au tableau suivant, cette boîte à outils inclut une affiche que vous pourrez imprimer, comportant une sélection de dates que vous pouvez afficher dans votre salle de presse.

DATE	BRÈVE PRÉSENTATION	IDÉES
20 février Journée mondiale de la justice sociale	Reconnait la nécessité de promouvoir les efforts visant à s'attaquer à des problèmes comme la pauvreté, l'exclusion et le chômage.	<ul style="list-style-type: none"> Recherchez les sources d'injustice dans votre pays, qui est le plus affecté et comment ? Dressez le profil d'activistes et de groupes faisant des percées en matière de justice sociale.
8 mars Journée mondiale de la femme	Une journée mondiale célébrant les réalisations sociales, économiques, culturelles et politiques des femmes, et marquant également un appel à l'action pour accélérer l'égalité entre les sexes.	<ul style="list-style-type: none"> Le Forum économique mondiale estime qu'à la vitesse actuelle, la parité sur le lieu de travail ne sera pas réalisée avant 2133 - soit dans 117 ans - comment pouvons nous accélérer ce processus et le promouvoir ? Les femmes défenseurs des droits humains se trouvent confrontées à des défis uniques en matière d'égalité entre les sexes - dressez le profil d'une sélection de ces femmes et de leur travail.
21 mars Journée mondiale pour l'élimination de la discrimination raciale	Commémore les vies perdues dans la lutte pour la démocratie et l'égalité des droits humains en Afrique du Sud sous le régime d'Apartheid, aujourd'hui reconnue mondialement comme un appel à intensifier les efforts contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui s'y rapporte.	<ul style="list-style-type: none"> Relatez des récits et faites des parallèles avec la mobilisation récente de mouvements sociaux, par ex. BlackLivesMatter, #FeesMustFall Présentez des études de cas et donnez des informations sur l'impact destructeur de la xénophobie, en les rapportant aux mouvements actuels de migrants et de réfugiés sans précédents dans le monde.
22 avril Journée mondiale de la terre	Des événements dans le monde entier sont organisés en soutien à la protection de l'environnement. Cette journée a été célébrée pour la première fois en 1970, et est désormais coordonnée au niveau international par l'association <i>Earth Day Network</i> et est célébrée tous les ans dans plus de 193 pays.	<ul style="list-style-type: none"> Selon Global Witness, deux personnes sont tuées en moyenne chaque semaine en défendant leurs terres, leurs forêts et leurs voies d'eau contre le développement de l'agriculture à grande échelle, de barrages, de l'exploitation minière, de l'exploitation forestière et autres menaces. Plus d'informations. Dressez le profil d'activistes et d'organisations dans le monde qui courent un risque en défendant leurs communautés contre les menaces environnementales.
3 mai Journée mondiale de la liberté de la presse	Une occasion de célébrer les principes fondamentaux de la liberté de la presse, d'évaluer l'état de la liberté de la presse dans le monde, de défendre les médias contre les attaques sur leur indépendance, et de rendre hommage aux journalistes qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions.	<ul style="list-style-type: none"> Consultez le classement mondial de la liberté de la presse - où se situe votre pays ? https://rsf.org/en/ranking
20 juin Journée mondiale des réfugiés	Commémore la force, le courage et la résilience des millions de réfugiés dans le monde.	<ul style="list-style-type: none"> En 2017, l'ONU estime à environ 43 millions le nombre de personnes déracinées suite aux conflits et aux persécutions dans le monde entier ; plus de 15 millions d'entre eux sont des réfugiés. Étudiez la crise mondiale des réfugiés et la manière dont votre pays y répond. Donnez un visage humain au problème mondial des réfugiés, dressez le profil de personnes qui ont fui leur pays et celui de ceux qui les aident à trouver un nouveau foyer.

<p>12 août Journée mondiale de la jeunesse</p>	<p>Une opportunité d'attirer l'attention sur les problèmes des jeux dans le monde pendant les JMJ, lors de concerts, ateliers, événements culturels et réunions impliquant des responsables gouvernementaux nationaux et locaux et des organisation de jeunes qui se tiennent dans le monde entier.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les jeunes jouent souvent un rôle de premier plan dans le changement, quels sont les nouveaux moyens, créatifs utilisés par les jeunes pour mener un plaidoyer en faveur du changement. • Dressez une liste de 20 jeunes qui incarnent le changement qu'ils souhaitent voir et publiez-la.
<p>19 août Journée mondiale de l'aide humanitaire</p>	<p>Un rappel annuel de la nécessité d'agir pour alléger la souffrance. C'est aussi une occasion d'honorer les travailleurs et bénévoles humanitaires qui travaillent en première ligne des crises.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Demandez à vos lecteurs/auditeurs/spectateurs de citer les grands humanitaires de l'année/ou de la décennie sur les réseaux sociaux. Présentez-les dans un rapport publié pour cette journée.
<p>30 août Journée mondiale des victimes de disparition forcée</p>	<p>Une journée créée pour attirer l'attention sur le sort des individus emprisonnés dans des lieux et dans de mauvaises conditions inconnus de leur famille et/ou de leurs représentants juridiques.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Qui sont les personnes qui ont disparu dans le monde ? Créez un infographique pour attirer l'attention sur leur situation.
<p>16 septembre Journée internationale de la démocratie</p>	<p>Une opportunité d'examiner l'état de la démocratie dans le monde ; ce n'est qu'avec la pleine participation et avec le soutien de la communauté internationale, des organes de gouvernance nationaux, la société civile et les individus que l'idéal de la démocratie peut être réalisé pour que partout, chacun puisse en jouir.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Présentez 10 (ou quelque nombre que vous souhaitez) citations sur la démocratie pour a Journée internationale de la démocratie • Objectif 16 des Objectifs de développement durable 2016 - Paix, justice et des institutions robustes. Utilisez cette journée pour suivre les progrès tous les ans. http://www.bustle.com/articles/183830-12-quotes-about-democracy-for-international-day-of-democracy-2016-that-get-to-the-heart-of
<p>21 septembre Journée internationale de la paix</p>	<p>Commémore les idéaux de la paix, à la fois aux sein et entre les nations et les peuples, une date célébrée dans le monde entier pour que toute l'humanité s'engage à développer une culture de la paix.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Dressez le portrait de plusieurs artisans de la paix.
<p>2 octobre Journée internationale de la non violence</p>	<p>Célébrée le 2 octobre, à l'occasion de l'anniversaire de Mahatma Gandhi, cette journée est l'opportunité de diffuser le message de la non-violence, notamment par l'éducation et la sensibilisation du public, afin de garantir une culture de la paix, de la tolérance, de la compréhension et de la non-violence.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les manifestations violentes font souvent l'objet d'une couverture médiatique importante ; présentez comment les individus s'expriment, s'organisent et passent à l'action en utilisant des moyens non-violents.
<p>24 octobre Journée mondiale d'information sur le développement</p>	<p>Attire chaque année l'attention de l'opinion publique internationale sur les problèmes de développement et la nécessité de renforcer la coopération internationale afin d'y remédier.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • En 2016, des dirigeants du monde entier ont convenu des Objectifs de développement durable. Présentez ces objectifs et la manière dont l'espace civique est utilisé pour les réaliser, et notamment la plateforme Action for Sustainable Development.

<p>16 novembre - Journée internationale de la tolérance</p>	<p>La Déclaration de principes sur la tolérance de l'UNESCO qualifie non seulement la tolérance comme un devoir moral, mais aussi comme une exigence politique et juridique applicable aux individus, au groupes et aux États. Elle positionne la tolérance en rapport aux instruments des droits de l'homme internationaux rédigés au cours des cinquante dernières années, et met l'accent sur le fait que les États devraient élaborer de nouvelles lois le cas échéant pour assurer l'égalité de traitement et d'opportunité pour tous les groupes et individus dans la société.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Exemples d'études de cas sur des pays qui n'ont pas ratifié la déclaration - qu'est-ce que cela signifie pour la liberté d'expression et la diversité des peuples. ● Dressez la liste du soutien et de l'appui fourni par des individus de haut niveau, des collectifs, par ex. les anciens, pour souligner les problèmes, sensibiliser les populations et augmenter les engagements en faveur de l'amélioration de la tolérance.
<p>9 décembre - Journée internationale de lutte contre la corruption</p>	<p>Journée internationale dédiée à la sensibilisation à la corruption et au rôle de la Convention des Nations unies contre la corruption pour la combattre</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Possibilité de dresser le profil de quelques unes des nombreuses organisations de la société civile et activistes luttant contre la corruption, et travaillant sur les problèmes de gouvernance dans le monde - des groupes qui font souvent l'expérience d'interférences de l'État. ● Au niveau national, la corruption déforme le processus démocratique et réduit les possibilités pour les OSC et les citoyens d'influencer la politique. Comment se positionne votre pays par rapport aux autres sur l'Indice de perception de la corruption ou le Baromètre mondial de la corruption, la corruption empêche-t-elle les OSC de fonctionner pleinement ? (www.transparency.org/cpi; www.transparency.org/research/gcb)
<p>10 décembre - Journée des droits humains</p>	<p>Commémore le jour où l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Déclaration universelle des droits de l'homme, en 1948. Cette journée est une opportunité d'évaluer les progrès réalisés en faveur des droits de l'homme et de présenter ceux qui luttent pour ces droits dans le monde.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Dressez le profil des défenseurs des droits humains - des activistes et groupes réalisant des percées dans les droits humains dans le monde entier. ● Quelle est la situation de votre pays/région en matière de droits humains?



CONTACTEZ-NOUS



civicus.org



info@civicus.org



[/CIVICUS](https://www.facebook.com/CIVICUS)



[@CIVICUSalliance](https://twitter.com/CIVICUSalliance)

AFRIQUE DU SUD



CIVICUS House
24 Gwigwi Mrwebi
Street Newtown
Johannesburg, 2001
Tel: +27 (0)11 833 5959

SUISSE



11 Avenue de la Paix
CH - 1202
Geneva
Tel: +41 (0)22 733 3435

ÉTATS-UNIS



355 Lexington Ave
New York
NY 10017
United States

ROYAUME-UNI



Unit 60
Eurolink Business Centre
49 Effra Road
London SW2 1BZ
Tel: +44 (0)20 7733 9696